

Échantillonnage et analyse de la qualité des gaz des sols, des eaux souterraines, de surface et des eaux résiduelles au profit du service de l'énergie opérationnelle (SEO)
France hexagonale (Corse comprise) et Outre-mer.

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Phase Candidature

Numéro de consultation : **DAF_2026_000440**

Procédure de passation : Appel d'offres restreint selon les règles applicables aux marchés de défense

PHASE CANDIDATURE – la procédure est en appel d'offres restreint (AOR) seuls les éléments de la candidature sont requis dans un premier temps.

TABLE DES MATIÈRES

1.	PRÉAMBULE.....	4
2.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
3.	OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
4.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	5
5.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
5.1.	Procédure de passation.....	5
5.2.	Allotissement.....	5
5.3.	Forme et étendue de l'accord cadre.....	6
5.4.	Tranches.....	6
5.5.	Durée du marché.....	6
5.6.	Lieu d'exécution.....	7
5.7.	Variantes.....	7
5.8.	Considérations sociales.....	7
5.9.	Considérations environnementales.....	7
5.10.	Traitement de données à caractère personnel.....	7
6.	INFORMATION AUX CANDIDATS.....	8
6.1.	Contenu des documents de la consultation.....	8
6.2.	CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ.....	8
6.3.	Modalités de retrait et de consultation des documents.....	8
6.4.	Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	8
6.5.	Modification des documents de la consultation.....	8
7.	CANDIDATURE.....	9
7.1.	Présentation de la candidature.....	9
7.1.1.	Conditions de participation – Recevabilité.....	9
7.1.2.	Modalités d'évaluation des candidatures – Evaluation.....	10
7.1.3.	Forme de la candidature.....	13
7.2.	Examen des candidatures.....	14
7.2.1.	Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières.....	14
7.2.2.	Vérification des motifs d'exclusion.....	15
7.2.3.	Limitation du nombre de candidats autorisés à soumissionner.....	16
8.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA PHASE OFFRE.....	16
8.1.	Exclusion de la procédure.....	16
8.2.	Dispositif e-Attestations.....	16
8.3.	Mise au point éventuelle.....	16
8.4.	Critères d'attribution.....	17
9.	MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS.....	17
9.1.	Date et heure de réception des candidatures.....	17
9.2.	Conditions de transmission des plis.....	17
9.2.1.	Dépôt électronique.....	17
9.2.2.	Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE.....	17

9.3.	Mode secours de transmission des plis	19
9.4.	Signature du marché public	20
9.5.	Modalités de signature électronique	20
10.	LANGUE	20
11.	CONTENTIEUX	20
11.1.	Voies et délais de recours	20
11.2.	Tribunal administratif compétent	21
11.3.	Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	21
12.	ANNEXES.....	21

1. PRÉAMBULE

Le service de l'énergie opérationnelle (SEO) est un service interarmées en charge de la logistique et de l'approvisionnement de produits pétroliers et spéciaux au profit des forces armées ainsi que d'autres entités étatiques relevant du ministère des Armées et des Anciens combattants.

En son sein, le Centre de soutien technique et administratif (CSTA) assure la passation et l'exécution des marchés publics nécessaires à l'exécution des missions opérationnelles.

Les attributions réglementaires du SEO sont fixées par les articles [R.3241-26 à R.3241-31](#) du Code de la Défense. Elles recouvrent 3 domaines complémentaires donnant une grande cohérence au soutien pétrolier interarmées et opérationnel :

- énergie, en particulier de la mobilité.
- soutien des forces armées.
- expertise.

A ce titre, le Service de l'énergie opérationnelle (SEO) exploite des établissements et dépôts pétroliers, situés en France hexagonale, en Corse et Outre-mer.

Les prestations d'échantillonnage et d'analyse de la qualité des gaz des sols et des eaux seront exécutés dans la continuité de l'exécution du marché notifié en 2022 en prenant en compte désormais les dépôts se situant en Outre-mer et les stations-services reprises par le SEO à partir de 2026.

2. POUVOIR ADJUDICATEUR

Au titre de la présente procédure, l'acheteur est également le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :

Ministère des Armées et des Anciens Combattants

Service de l'énergie opérationnelle (SEO)

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)

Caserne Thiry – 47, rue Sainte Catherine – CS n°60016 – 54035 Nancy Cedex.

Pays : France

Code NUTS : FR411

Téléphone : (+33) 03.83.19.33.85

Adresse Internet du profil acheteur dédié, Plateforme des achats de l'État (PLACE), espace entreprises : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Adresses électroniques : emma-lia.joris@intradef.gouv.fr

csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

3. OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché a pour objet l'échantillonnage et l'analyse de la qualité des gaz des sols, des eaux souterraines, de surface et des eaux résiduelles au profit du service de l'énergie opérationnelle (SEO) France hexagonale (Corse comprise) et Outre-mer.

La description précise des services et leurs spécifications techniques seront indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) constitutif du dossier de consultation (DC) qui sera mis à disposition lors de la phase dite « de remise des offres ».

Le marché est un marché de Fournitures Courantes et Services.

Code GM de la consultation : 41.07.04 – Prestations labo, mesure, analyse, essai, contrôle

Code CPV de la consultation : 71350000-6 – Services scientifiques et techniques dans le domaine de l'ingénierie.

4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

L'objet du marché est la réalisation de campagnes de prélèvements et d'analyses d'échantillons au profit des établissements pétroliers du service de l'énergie opérationnelle (SEO).

Ces campagnes sont étendues à tout point de prélèvement rattaché à un établissement pétrolier situé en France hexagonale, Corse et Outre-mer dont le SEO est l'exploitant par ailleurs, les prestations sont également susceptibles d'être réalisées à survenance du besoin dans les stations-service actuellement en cours de reprise par le SEO, cf. art. 5.2 ci-après concernant l'allotissement géographique et art. 5.6 « lieux d'exécution ».

Ces campagnes portent plus précisément sur :

- le contrôle de la qualité des eaux souterraines et de surface (horizons aquifères et cours d'eau) : « **eaux nobles** » au sens de la loi sur L'eau ;
- le contrôle de la qualité des eaux industrielles rejetées dans le milieu naturel après passage par des organes ou des installations de traitement : « **eaux résiduelles** » ;
- analyse de la qualité des gaz des sols ;
- accessoirement le contrôle, avant relargage possible dans le milieu naturel, des eaux météoriques contenues dans les bassins d'orage ou de confinement.

Du fait de pollutions historiques, accidentelles ou de rejets non conformes, certains établissements doivent respecter un suivi à fréquence hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle. La majorité des sites du SEO font l'objet d'une campagne dite de "hautes eaux" à l'issue de la période hivernale et d'une campagne dite de "basses eaux" après la période estivale.

Un bilan quadriennal pourra être demandé par l'acheteur ; il ne sera pas nécessairement fondé sur les rapports transmis à l'expiration du marché. Selon les échéances propres à chaque site, le bilan pourra potentiellement faire appel à des connaissances antérieures rédigées par un bureau d'étude différent.

5. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

5.1. Procédure de passation

Le présent marché est passé en appel d'offres restreint (AOR) selon les dispositions prévues pour les marchés de défense ou de sécurité (MDS) en application des articles [L.2124-2](#), [L.2324-2](#), [R.2324-2](#) du Code de la commande publique (CCP).

Cette procédure implique un déroulement en deux phases :

- **1° phase « candidature »** : les seuls éléments des dossiers de candidature, demandés dans ce règlement de la consultation, seront analysés et permettront une sélection des candidats pour la phase offre ;
- **2° phase « offre »** : le pouvoir adjudicateur enverra une lettre de consultation adressée aux seuls candidats retenus qui pourront alors soumettre leur offre, après avoir consulté les éléments du règlement de la consultation de l'offre.

Ainsi, lors de la phase de candidature, les documents de consultation transmis via le profil d'acheteur PLACE sont limités (cf. art 6.1 ci-après). Les documents de la phase offre seront accessibles ultérieurement aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature.

5.2. Allotissement

Le présent marché est alloti en six (6) lots géographiques :

N° de LOT	Intitulé des lots séparés
1	France hexagonale et Corse
2	Antilles françaises
3	Guyane française
4	Polynésie française
5	Nouvelle-Calédonie française
6	La Réunion

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

Le nombre de candidat retenu à la suite de la première phase de consultation sera **au maximum de cinq (5) candidats par lot**.

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

5.3. Forme et étendue de l'accord cadre

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes en application des articles L.2325-1-1°, R2362-1 et R.2362-8 du Code de la commande publique.

L'accord cadre est mono-attributaires pour chaque lot.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. Il est conclu sans minimum.

Le montant estimé du marché comprenant les différents lots est de 3 500 000,00 € HT soit 4 200 000,00 € TTC sur sa durée totale reconductions comprises, ce montant est établi sur les consommations des quatre années précédentes actualisées.

Le montant maximum prévu sur l'ensemble des lots est de 7 000 000,00 € HT soit 8 400 000,00 € TTC sur sa durée totale reconductions comprises, le montant maximum TTC est indiqué à titre indicatif, en retenant l'hypothèse du taux de TVA à 20% sur tous les lots, sachant que le taux de TVA effectivement applicable dépend de la localisation des prestations.

L'accord cadre sur sa durée totale est fondé sur l'allotissement et les montants suivants :

Description	Durée	Montant annuel estimé en € HT	Montant total estimé en € HT	Montant total estimé en € TTC*	Montant maximum en € HT	Montant maximum en € TTC*
Lot n°1 - Prestations en France hexagonale et Corse	12 mois renouvelables 6 fois. (les montants affichés sont fondés sur une durée de 7 ans)	446 357,14 €	3 124 500,00 €	3 749 400,00 €	6 249 000,00 €	7 498 800,00 €
Lot n°2 - Antilles françaises.		18 214,28 €	127 500,00 €	153 000,00 €	255 000,00 €	306 000,00 €
Lot n°3 - Guyane française.		8 857,14 €	62 000,00 €	74 400,00 €	124 000,00 €	148 800,00 €
Lot n°4 - Polynésie française.		8 857,14 €	62 000,00 €	74 400,00 €	124 000,00 €	148 800,00 €
Lot n°5 - Nouvelle-Calédonie française.		8 857,14 €	62 000,00 €	74 400,00 €	124 000,00 €	148 800,00 €
Lot n°6 - La Réunion.		8 857,14 €	62 000,00 €	74 400,00 €	124 000,00 €	148 800,00 €
TOTAL		499 999,98 €	3 500 000,00 €	4 200 000,00 €	7 000 000,00 €	8 400 000,00 €

*Ces montants TTC sont indicatifs, ils dépendront du taux de TVA s'appliquant selon la localisation des prestations.

5.4. Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches.

5.5. Durée du marché

Le marché public est conclu pour **une durée de douze (12) mois**, sans période de préparation. La durée du marché court à compter de la notification du marché.

Il est tacitement **reconductible six (6) fois pour une période de 12 mois à chaque reconduction.**

La durée maximale du marché est **de quatre-vingt-quatre (84) mois soit sept (7) ans.**

Au terme du marché, les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution devra être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

5.6. Lieu d'exécution

Tout point de prélèvement rattaché à un établissement pétrolier situé en France hexagonale, Corse et Outre-mer dont le SEO est l'exploitant au sens du livre V du code de l'environnement et de l'instruction générale n° 24705/DEF/SGA/DAJ/D2P/DES du 12 mars 2012 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense.

Les prestations du marché sont également susceptibles d'être réalisées à survenance du besoin dans les stations-service actuellement en cours de reprise par le SEO. La détermination précise du rattachement des stations-service aux ETSEO dépend de la réalisation du programme de reprise de ces stations par la SEO se déroulant entre 2026 et 2030.

5.7. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

5.8. Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

5.9. Considérations environnementales

L'objet du marché constitue en lui-même une disposition environnementale. En effet, l'objet du marché est d'effectuer des échantillonnages des milieux afin de les analyser et par conséquent de prévenir une possible pollution de ces milieux.

5.10. Traitement de données à caractère personnel

En application de l'article 13 du [règlement \(UE\) 2016/679](#) du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'action et des comptes publics
59, boulevard Vincent Auriol
75 703 Paris Cedex 13
Représentée par le Directeur des achats de l'État

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) :

La Direction des achats de l'État,
Représentée par le Directeur des achats de l'État

Coordonnées du délégué à la protection des données :

le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr

Base juridique du traitement : c) et e) de [l'article 6.1 du RGPD](#).

Finalité du ou des traitements : le traitement concerne le suivi de la présente procédure de passation, l'attribution de l'accord-cadre public et les obligations légales en matière de durée d'utilité administrative (DUA) applicable aux marchés publics.

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Acheteur, des ministères et des opérateurs de l'État, en charge de la passation puis de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée de passation et d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable au contrat.

Conformément aux dispositions des [articles 15 à 21 du RGPD](#), les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données. L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

6. INFORMATION AUX CANDIDATS

6.1. Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

1	Avis d'appel public à concurrence
2	Règlement de la consultation – phase candidature
3	Formulaire DC 1
4	Formulaire DC 2
5	Accord de confidentialité

6.2. CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ

Les candidats sont tenus de ne pas divulguer à des tiers n'ayant pas le besoin d'en connaître, le contenu de la présente procédure ainsi que celui de leurs plis de candidature puis d'offre durant ou après leur élaboration, jusqu'à l'accomplissement des formalités de publicité du marché. Ils doivent en outre impérativement remettre l'annexe 3 « 1_3_Annexe 3 au RC - Accord_Confidentialité » au présent règlement de la consultation, dûment renseignée et revêtue des signatures requises.

6.3. Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la PLACE (www.marches-publics.gouv.fr).

La référence du DCE sur la PLACE est : **DAF_2026_000440**

Lors du retrait, les candidats veilleront à s'identifier et à renseigner leur adresse courriel afin d'être avertis des mises à jour du dossier.

6.4. Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la PLACE.

En cas de demandes de renseignements complémentaires, le délai de réception des candidatures pourra être prolongé dans les conditions définies par l'article [R.2351-4](#) du Code de la commande publique.

Pour l'application de la disposition précitée, est considérée comme une demande réalisée en temps utile, toute question transmise, au pouvoir adjudicateur, **au moins huit (8) jours ouvrés** avant la date limite de remise des candidatures. Passé ce délai, la date limite de réception des candidatures pourra ne pas être prolongée et les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

6.5. Modification des documents de la consultation

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est prolongé dans les conditions fixées par l'article [R 2351-4](#) du Code de la commande publique. Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

7. CANDIDATURE

7.1. Présentation de la candidature

Un mémoire de candidature doit être constitué, en deux parties, la première traitant de la recevabilité de la candidature, la seconde des éléments évalués dans le cadre de la notation des candidatures utilisée afin de ne retenir qu'au maximum cinq candidats admis à participer à la « phase offre ».

7.1.1. Conditions de participation – Recevabilité

Les candidats produisent un mémoire de candidature présentant **en première partie** les prérequis de conformité mentionnés ci-dessous, répondant aux niveaux minimaux de participation pour les candidatures :

Contenu de la 1 ^{ère} partie du mémoire de candidature	
Formulaires à communiquer en première partie du mémoire de candidature	<p>1/ DC1 – DC2</p> <p>Ou</p> <p>DUME</p> <p>2/ éléments requis pour l'appréciation des garanties techniques : certification LNE , présentation des laboratoire(s) agréé(s) par le MTECT : se conformer aux précisions apportées au sein de la rubrique suivante « Modalités d'appréciation »</p> <p>3/ Accord de confidentialité</p>
Modalités d'appréciation	
Appréciation des capacités économique et financière :	<p>Les capacités économique et financière sont appréciées au regard de la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices.</p> <p>L'acheteur impose aux candidats un niveau minimum de capacité financière.</p> <p>En application des dispositions des articles R.2342-2 et R.2142-2 ainsi que de l'article R2342-5 du code de la commande publique (CCP), le chiffre d'affaires annuel minimal exigé est égal à deux fois le montant estimé annuel du lot en euros HT. En cas de groupement, l'atteinte du niveau minimal est appréciée au regard de la somme des chiffres d'affaires des cotraitants.</p>
Appréciation des garanties techniques :	<p>Les garanties techniques seront appréciées au vu de l'expérience, des compétences (qualifications) et des moyens du candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exigence de certification LNE Sites et Sols Pollués dans le domaine A - Études, assistance et contrôle : <p>Cas n°1, le candidat dispose de la certification LNE Sites et Sols Pollués dans le domaine A - Études, assistance et contrôle.</p> <p>Cas n°2, le candidat ne dispose pas de la certification requise et doit fournir dans son pli :</p> <p>Une équivalence de certification dans les domaines A est possible sous réserve de justifier :</p>

	<p>a) du respect des exigences de la norme AFNOR NF X 31-620 : via la réalisation d'un audit par un organisme extérieur ;</p> <p>b) en complément de l'audit externe, les documents justifiant de la démarche en cours auprès de l'organisme LNE pour le domaine A.</p> <p>Le candidat se présentant dans les conditions du cas n°2, qui serait attributaire à l'issue de la procédure devra fournir au terme de la 1^{ère} année d'exécution la certification LNE Sites et Sols Pollués dans le domaine A - Études, assistance et contrôle. A défaut, le marché ne serait pas renouvelé.</p> <p>L'ensemble des agences chargées de la réalisation des prestations doivent fournir cette certification LNE Sites et Sols pollués dans le domaine A à jour ou une équivalence.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Laboratoire(s) agréé(s) par le MTECT ou équivalent (arrêté modificatif du 26 juin 2023 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent satisfaire pour obtenir un agrément pour la réalisation des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.) <p>Dans tous les cas, le candidat fournira un dossier de présentation des laboratoires agréés par le MTECT : Noms, descriptifs sommaires, et agréments des laboratoires (analyses ex situ). Il présente les mêmes éléments pour les laboratoires non agréés par le MTECT mais répondant à des exigences équivalentes.</p>
--	--

7.1.2. Modalités d'évaluation des candidatures – Evaluation

Les candidats produisent **un mémoire de candidature présentent en seconde partie** les éléments demandés dans l'ordre des critères et sous-critères comme suit. Cette seconde partie fait l'objet d'une notation chiffrée, seules les cinq meilleures candidatures par lot sont retenues. **En cas d'égalité de points, la candidature obtenant la meilleure note sur le sous-critère 1.2 « moyens humains » sera retenue.**

Voir tableau en page suivante.

Chapitre	Objet du critère	Attendus (document – développement)	Pondération du critère
1	Moyens humains	<p>Sous- critère 1.1 Formations et expériences des superviseurs, des chefs de projet, des collaborateurs et des techniciens dans les spécialités suivantes : géologie, hydrogéologie, géochimie, biologie, biochimie.</p> <p>Sous- critère 1.2 Répartition géographique et nombre d'agents qui travailleront pour l'exécution de la prestation.</p> <p>Sous- critère 1.3 CV détaillés fonctionnels/spécialités du personnel qui travaillera pour l'exécution de la prestation.</p>	20
2	Moyens matériels	<p>Sous- critère 2.1 Equipements de mesures et d'analyses de terrain (description sommaire et quantités) possédés en propre ou par les sous-traitants envisagés.</p> <p>Sous- critère 2.2 Matériels d'investigation des milieux (description sommaire et quantités) possédés en propre ou par les sous-traitants envisagés</p> <p>Sous- critère 2.3 Outils numériques et logiciels spécialisés (cartographie, esquisses piézométriques, SIG, géolocalisation, etc.)</p>	20
3	Normes, protocoles, procédures qualité, références dans le domaine	<p>Contexte Les prestations sont réalisées au sein de site industriel en exploitation ou anciennement exploités, soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Le titulaire du marché devra exécuter les prestations conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, la norme NF X 31-620, aux guides et aux outils méthodologiques sur la gestion des sites et sols pollués (SSP) et à toute norme relative aux prestations de surveillances des</p>	20

		<p>eaux souterraines, des eaux de surfaces, des rejets aqueux et des gaz du sol s'appliquant au marché.</p> <p>Sous- critère 3.1 Procédures qualité internes, externes (fournir les documents) Dans ce contexte exposé ci-dessus, le candidat produira une argumentation quant à la pertinence de sa candidature. Cette note ne dépassera pas 3 pages.</p> <p>Sous- critère 3.2 Qualifications et certifications (fournir les documents à jour) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Certification Qualité ISO 9001 ou équivalent ; 2. Certification ENV ISO 14001 ou équivalent ; 3. Autres si disponibles, exemples : OPQIBI ENV, UPDS Ingénierie, etc.) <p>Sous- critère 3.3 Expérience professionnelle par des références sur les trois dernières années EX-CLUSIVEMENT sur des sites industriels pétroliers indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Définition et mise en œuvre de plans de surveillance de la pollution des eaux ; - Investigations de terrain (échantillonnage, mesures in situ, interprétation des données) ; <p>Préciser, en cas de sous-traitance, la part de la prestation réalisée par chaque sous-traitant.</p>	
TOTAL			60

Suivant la teneur de la réponse, au niveau des éléments d'appréciation, les notes seront attribuées selon la règle suivante :

Appréciation	Réponse de l'opérateur	Coefficient
Excellent	Très détaillée, réponse parfaite en qualité et quantité	1
Très bien	Davantage détaillée, réponse plus complète	3/4
Bien	Réponse satisfaisante	1/2
Moyen	Manque de précisions	1/4
Insuffisant	Absence de réponse sur le point demandé.	0

Dans le cas où le nombre de candidats serait **inférieur ou égal à cinq** suivant les lots, la notation développée ci-avant **ne sera pas appliquée**, seule sera alors recherchée la conformité de la candidature.

7.1.3. Forme de la candidature

7.1.3.1. Formulaires DC1 et DC2 ¹- DUME

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- préférentiellement sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique) : du fait que ce marché est passé en marché de sécurité et de défense, **le DUME n'est pas à générer sur PLACE mais sur le site CHORUS Pro par le candidat.**

Seul le DUME au format XML a valeur probante.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Candidature avec les formulaires DC1 et DC2 :

Les candidats renseignent et transmettent les renseignements suivants :

- la lettre de candidature ou formulaire DC1, transmis en annexe au présent RC ou équivalent, dûment rempli et daté ;
- la déclaration du candidat ou formulaire DC2, transmis en annexe au présent RC ou équivalent, dûment rempli et daté.

Les candidats ne fournissant pas les minimaux exigés (cf. §7.1.1) dans leur première partie du mémoire de candidature seront non admis et les critères demandés au titre de l'évaluation de la candidature (cf. §7.2.2) ne seront pas évalués.

7.1.3.2. Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

La forme du groupement n'est pas imposée, toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique) en cas de groupement d'opérateurs économiques :

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Autre forme de candidature

En cas de candidature avec les formulaires DC1 et DC2, ces documents sont transmis au pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

¹ Formulaires disponible à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- un formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement ;
- un formulaire DC2 sera rempli par chaque membre du groupement.

7.1.3.3. *Précisions concernant les sous-contractants*

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-contractants ou d'autres opérateurs pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME électronique et fournit pour chacun de ces sous-contractants un DUME électronique distinct par le sous-contractant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Le candidat remet également l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance, document disponible à cette adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment rempli par le sous-contractant et le candidat.

Si le candidat ne s'appuie pas sur des sous-contractants pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-contracter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME électronique et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-contractants et remet un imprimé DC4 dûment rempli par le candidat et le sous-contractant si ce dernier est connu.

Autre forme de candidature

La présentation d'un sous-contractant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 dûment rempli par le sous-contractant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-contractant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-contractant ne se trouve pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

7.2. Examen des candidatures

Si l'acheteur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous. Ce délai est précisé avec la demande de complément. Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Seuls les candidats sélectionnés par l'acheteur sont autorisés à soumissionner et recevront une lettre de consultation afin de présenter une offre. Toutefois, selon les éléments justificatifs manquants, le RPA se réserve la possibilité de consulter un candidat dont la candidature doit être complétée. Dans ce cas, le candidat doit communiquer les compléments attendus pour la date fixée dans l'invitation à soumissionner.

7.2.1. ***Documents justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières***

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque l'acheteur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultations pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les documents à transmettre à l'appui de la candidature permettant l'analyse des capacités professionnelles, techniques et financières :

- un DUME validé au format xml

ou

- une lettre de candidature ou le formulaire DC1 ;
- et
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé au cours des trois (3) derniers exercices (formulaire DC2) ;
- l'accord de confidentialité ;
- **le mémoire de candidature exposant en première partie les prérequis de conformité et en deuxième partie les réponses aux différents critères demandés ci-dessous (§7.2.2).**
- en cas de sous-contractance, la déclaration de sous-traitance (DC4 ou équivalent) signée par le sous-contractant et le soumissionnaire, les renseignements relatifs aux capacités du sous-contractant lorsque le soumissionnaire s'appuie sur celles-ci ; et si elle ne figure pas au sein du DC4, une déclaration sur l'honneur du sous-contractant indiquant qu'il ne se trouve pas dans une situation l'interdisant de soumissionner ;

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité technique, professionnelle, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

7.2.2. Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de [R.2344-2](#) du Code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie, au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner.

7.2.2.1. Candidat établi ou domicilié en France

Les documents suivants sont requis :

- si l'opérateur économique est en redressement judiciaire, la photocopie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- les attestations sociales et fiscales :
 - une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF et datée de moins de six (6) mois²;
 - une attestation de régularité fiscale dont la date d'établissement ne pourra être antérieure à la date à laquelle le pouvoir adjudicateur en a demandé sa production³.

- le numéro unique d'identification du candidat prévu mentionné à l'article R.2143-9 ;

La transmission de ce numéro s'accompagne également des documents relatifs au pouvoir des personnes habilitées à engager la personne morale, et le cas échéant la délégation de pouvoir.

Ces documents concernent chaque personne habilitée à engager la personne morale, qu'il s'agisse d'un candidat unique ou d'un groupement d'opérateurs (chaque cotraitant). Le pouvoir sera signé manuscritement ou électroniquement par le délégant (qui donne le pouvoir) et par le délégataire (qui reçoit le pouvoir) qui sera signé électroniquement pour l'attribution ;

- si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à [l'article L 5221-2 du Code du travail](#), doit être fournie. Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D 8254-2 du Code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- pour tout candidat employant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.

7.2.2.2. Le candidat est établi ou domicilié à l'étranger

Le cas échéant, il produit les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents du pays d'origine ou d'établissement exigées au titre de l'article 6.3.2.1 du présent document.

² l'attestation de vigilance sociale délivrée par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr>

³ l'attestation de vigilance fiscale depuis leur compte fiscal professionnel accessible depuis le site <https://www.impots.gouv.fr>

Toutefois, si les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas un ou plusieurs de ces documents, le candidat transmet une déclaration répondant aux exigences de l'article [R.2343-10](#) du Code de la commande publique.

7.2.3. Limitation du nombre de candidats autorisés à soumissionner

En application de l'article R.2342-10 du Code de la commande publique, **l'acheteur a décidé de limiter à cinq (5) le nombre de candidats qu'il prévoit d'inviter à soumissionner par lot.**

Le pouvoir adjudicateur adresse une lettre de consultation aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature, via le site Internet du profil d'acheteur PLACE. Les documents de la phase « offre » seront accessibles à ces seuls candidats.

Par ailleurs, la diffusion des documents du dossier de consultation (DC) sera limitée aux candidats présentant une candidature conforme aux exigences en termes de chiffre d'affaires, de références et qualifications, de moyens techniques et humains et délivrant l'attestation de confidentialité.

8. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES À LA PHASE OFFRE

La phase offre débute lorsque les candidats retenus à l'issue de la phase candidature seront informés.

Ils recevront alors une invitation à soumissionner avec notamment les documents de consultation nécessaires à la remise des offres en particulier, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), à condition que l'accord de confidentialité en annexe 3 du présent document soit dûment complété et signé.

Les éléments de cadrage indiqués au présent article sont prévus pour la phase offre. Par ailleurs, le contenu des articles 8.5 et 8.6 ci-dessous a vocation à être intégré dans le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché.

Ces éléments seront confirmés lors de l'envoi de la lettre de consultation aux candidats invités à participer à cette phase.

8.1. Exclusion de la procédure

Est exclu de la procédure tout candidat auquel le RPA ne peut attribuer le contrat au terme de la procédure de passation du présent marché public, en application d'une interdiction émanant d'un texte d'applicabilité directe (accords internationaux, règlement européen...).

Le RPA peut légitimement, à tout moment au cours de la procédure de passation du présent marché public, demander à un opérateur économique de clarifier ou de compléter les informations ou les documents liés à la vérification de son origine dans un délai approprié.

Lorsque l'opérateur économique ne fournit pas ces informations ou ces documents sans apporter d'explication raisonnable, empêchant ainsi le RPA de vérifier son origine ou rendant cette vérification pratiquement impossible ou très difficile, cet opérateur économique est exclu de la participation à la présente procédure de passation de marché public.

8.2. Dispositif e-Attestations

Le RPA est doté d'accès au portail internet [Aprovali](#) (ex-e-Attestations) afin de simplifier et de sécuriser les échanges administratifs obligatoires pendant la durée de vie du marché.

L'utilisation de cette plateforme est totalement gratuite pour les opérateurs économiques et permet d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents administratifs demandés durant la période d'exécution du marché. Certaines données sont directement incrémentées par des tiers producteurs de confiance comme le RNE⁴, les URSSAF et la DGFIP⁵.

Pour cela, les opérateurs économiques doivent au préalable créer un compte puis, compléter les informations et documents manquants.

8.3. Mise au point éventuelle

⁴ [Registre national des entreprises.](#)

⁵ [Direction générale des Finances publiques.](#)

Le RPA et le futur soumissionnaire retenu pourront procéder à une mise au point des composantes du marché public. Cette mise au point ne pourra avoir pour objet ou effet de modifier des éléments substantiels du présent marché ou de l'offre qui sera remise.

8.4. Critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous (par ordre de priorité décroissante) :

- un critère technique, pondéré de 40% ;
- un critère financier (montant des prestations), pondéré de 60%.

Le critère technique sera jugé sur la base d'un mémoire technique élaboré par le soumissionnaire dont les sous-critères seront transmis lors de la phase offre.

9. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS

9.1. Date et heure de réception des candidatures

Les candidatures devront être transmises au plus tard le **jeudi 18 juin 2026 à 16:00 heure de Paris**.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

9.2. Conditions de transmission des plis

9.2.1. Dépôt électronique

Seuls sont autorisés les dépôts électroniques sur la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

9.2.2. Précisions sur les conditions d'utilisation de la plateforme PLACE

9.2.2.A. Guide utilisateur

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la PLACE, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques. Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE.

9.2.2.B. Accusé de réception

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la PLACE, notamment l'adresse « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr », ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

9.2.2.C. Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts.

Nommage des fichiers – dépôt du pli :

Il est demandé au candidat de:

1- Préparer les fichiers qu'il compte transmettre dans son pli en les nommant comme suit :

« 2026_Analyse_Eaux_NomDuCandidat_nom du document »

Exemples :

2026_Analyse_Eaux_NomDuCandidat_DC1 ;

2026_Analyse_Eaux_NomDuCandidat_DC2 ;

2026_Analyse_Eaux_NomDuCandidat_Accord_Confidentialité, ...

2- Compresser ces fichiers de la candidature au sein d'un seul dossier compressé à nommer :

« 2026_Analyse_Eaux_Candidature_NomDuCandidat »

3- Déposer le fichier compressé sur la plateforme PLACE.

9.2.2.D. Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

9.2.2.E. Copie de sauvegarde papier / physique électronique

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures, conformément à l'article [R.2332-14](#) du Code de la commande publique.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article [R.2384-5](#) qui renvoie aux articles [R.2184-12](#) et [R.2184-13](#) du Code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)
Bureau Achats / Section Infrastructures
47, rue Sainte Catherine - CS n°60016 - 54035 Nancy Cedex

9.2.2.F. Copie de sauvegarde électronique

Le dépôt d'une copie de sauvegarde électronique est autorisé dans la présente consultation.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Le dépôt de la copie de sauvegarde électronique doit s'effectuer dans le respect des exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

À cet égard, le candidat peut recourir :

- soit à une solution intégrée satisfaisant l'ensemble des exigences précitées ;
- soit à plusieurs solutions dont la combinaison permet de satisfaire l'ensemble de ces exigences.

Il peut ainsi recourir à une solution lui permettant de s'identifier, d'indiquer le destinataire de son dépôt, d'horodater son pli puis de le mettre en ligne sur une plateforme de stockage sécurisée.

Avant l'échéance de la date de limite de remise des candidatures ou offres, l'acheteur devra être destinataire des données nécessaires pour pouvoir, au besoin, accéder de façon sécurisée à la copie de sauvegarde électronique.

Dès lors que le pli comporte des données à caractère personnel, la plateforme de stockage utilisée par l'opérateur économique respecte les exigences du Règlement Général pour la Protection des Données (ou bénéficier d'un régime de protection équivalent à celui du RGPD si l'hébergement est effectué dans un pays tiers à l'Union Européenne).

En tout état de cause, la solution retenue par l'opérateur garantit la suppression des données dans un délai n'excédant pas celui de la durée de validité des offres de la présente consultation.

La copie de sauvegarde électronique ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

9.2.2.G. Antivirus

Le candidat doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

9.3. Mode secours de transmission des plis

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours suivante est à utiliser :

- envoi d'un courriel au pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante en indiquant le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et en prouvant par une copie écran ou autre, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE : csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr ;
- lorsque le dysfonctionnement perdure jusqu'à la date limite de remise des candidatures, le pouvoir adjudicateur prolonge la date limite de remise des candidatures (DLRC) sur la PLACE afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement sur la consultation. La durée de prolongation de la DLRC ne pourra excéder 24h, à compter de l'heure de rétablissement de la plate-forme électronique du pouvoir adjudicateur.

9.4. Signature du marché public

La signature électronique est souhaitée prioritairement par l'acheteur.

Le marché public est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (Formulaire ATTRI1) qui lui est adressé par l'acheteur.

La signature électronique respecte les exigences prévues à l'article 9.5 « MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE »

A défaut de disposer d'une signature électronique conforme lors de la phase d'attribution, l'attributaire appose la signature originale sur l'ATTRI1 et le fait parvenir au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti.

9.5. Modalités de signature électronique

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

L'ATTRI1 retourné in fine par le soumissionnaire (après retour du pouvoir adjudicateur comme mentionner à l'article 9.3 supra) sera signé au format PDF.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieurs sur les documents signés.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Des renseignements complémentaires au sujet de la signature électronique peuvent être obtenus :

- dans PLACE (guide d'utilisation – utilisateur entreprise)
- dans le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la Direction des affaires juridiques du ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

En application de l'[arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique](#), le signataire doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature électronique ;
- 2) à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »

La signature doit reposer sur une certificat qualifié, conforme au [Règlement \(UE\) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014](#) sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).

10. LANGUE

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnées d'une traduction en français.

11. CONTENTIEUX

11.1. Voies et délais de recours

1) Référé pré contractuel ([article L.551-1 du Code de la Justice Administrative – CJA](#)), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.

2) Recours pour excès de pouvoir contre la décision de l'acheteur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et / ou les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois ([article R421-1 du CJA](#)) à compter de la publication ou notification de la décision attaquée.

3) Recours indemnitaire ([article R.421-1 et suivants du CJA](#)), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

11.2. Tribunal administratif compétent

Tribunal administratif de Nancy
5 place de la Carrière
54000 Nancy

Téléphone : 03.83.17.43.43

Messagerie électronique du greffe : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Documentation : documentation.ta-nancy@juradm.fr

11.3. Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Centre de soutien technique et administratif (CSTA)
47 rue Sainte Catherine, CS 60016 - 54035 Nancy Cedex.

Téléphone : (+33) 03.83.19.33.85

Courriel : emma-lia.joris@intradef.gouv.fr

csta-ba-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

12. ANNEXES

1. Annexe 1 : DC1, lettre de candidature, désignation du mandataire par ses cotraitants ;
2. Annexe 2 : DUME ;
3. Annexe 3 : DC2, déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
4. Annexe 4 : accord de confidentialité.